Paul Viallaneix *

Guizot historien de la France

L'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, parue en deux temps, de 1826 à 1827, puis de 1854 à 1856, peut passer pour l'ouvrage de Guizot le plus conforme au modèle que le savant auteur avait conçu dans sa jeunesse, celui d'une histoire « générale », où « faits moraux » et « faits politiques » s'enchaîneraient étroitement, où le rôle des grands hommes s'insérerait harmonieusement dans la reconstitution du devenir collectif et où l'imagination saurait prêter main-forte à l'érudition. L'*Histoire générale de la civilisation en Europe depuis la chute de l'Empire romain jusqu'en 1789* (1828), tout en expérimentant le modèle novateur de « civilisation », donne la mesure de la culture et du génie de Guizot.

Mais il ne faudrait pas que ces deux éclatantes réussites masquent les mérites de l'historien de la France. C'est bien, en effet, sous cette identité que Guizot inaugure en 1823 sa carrière, quand il prend d'un coup trois initiatives d'envergure : le lancement de la « Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France depuis la fondation de la monarchie jusqu'au XIII^e siècle », la réédition des *Observations sur l'histoire de France* de Mably, et la publication des *Essais sur l'histoire de France*. Un peu plus tard, le cours d'histoire moderne professé à la Sorbonne de 1828 à 1830 aboutit, en même temps qu'à l'*Histoire de la civilisation en Europe*, à l'*Histoire de la civilisation en France*.

Pendant la monarchie de Juillet Guizot, appelé aux affaires, use de toute son autorité ministérielle pour instaurer une gestion éclairée des antiquités nationales, conscient encore plus que ses amis politiques de la mission du régime : une sorte de dépassement dialectique, quasi hégélien, de toutes les contradictions du passé. S'il ne la pratique plus en Sorbonne, il milite au gouvernement en faveur de la science historique dont la France a besoin pour se réconcilier enfin avec elle-même. Il règle la conservation des archives et la formation des archivistes, la publication du fonds des « documents inédits sur l'histoire de France », l'organisation de la recherche. Il fonde une Société de l'histoire de France. On peut affirmer qu'aucun autre personnage de son importance n'a, ni avant ni après, travaillé

* Université de Clermont-Ferrand.

autant que lui à cultiver la mémoire de la nation. Après sa chute, en 1848, il rentre dans le rang des historiens de métier. Tout en menant à son terme l'étude de la Révolution anglaise, il éprouve le besoin de renouer avec l'histoire de France elle-même, abandonnée, en 1830, alors qu'il abordait l'étude du XIII^e siècle, c'est-à-dire du moment où le roi de France va devenir, avec Philippe Auguste, un « juge de paix universel » et où la monarchie, assurant le « lien social » qui faisait défaut à la féodalité, va ouvrir au pays l'accès à la « civilisation » moderne. L'exemple de ses cadets — Michelet, son premier suppléant à la Sorbonne, et Henri Martin — le stimule. L'âge venu, il entreprend à son tour de publier, à partir de 1869, une monumentale *Histoire de France*, « depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789 ». Mme de Witt-Guizot en livrera le cinquième et dernier tome trois ans après la mort de son père, en 1879.

Serait-ce parce que, de l'aveu même de l'auteur, elle fut d'abord « racontée » à ses petits-enfants ? Cette *Histoire de France* reste boudée des lecteurs sérieux de Guizot, qui composent, à eux seuls, presque toute la confrérie de ses fidèles. Qu'ils veulent bien prendre en considération le démenti d'un lecteur moins sérieux, sinon moins fidèle, qui a pris la peine de dépouiller les quelque six mille pages in-8^o de cette œuvre majestueusement mineure, et qui a eu la bonne fortune d'y découvrir de multiples richesses, qu'il conviendrait d'inscrire désormais à l'inventaire de la succession. Certes rien ne subsiste, dans l'*Histoire de France*, si ce n'est au tome I, de la méthode de l'*Histoire de la civilisation en France* dont il sera question plus loin et qui fonde l'originalité de Guizot médiévisite. À l'analyse quasi structurale des époques successives de l'« état social^{1*} » se substitue maintenant une narration de type classique. Mais, imperceptible dans l'exposé des résultats, la méthode primitive n'a pas nécessairement été abandonnée dans l'enquête et la réflexion. D'autre part, la mise en valeur traditionnelle de l'événement, de l'action individuelle et politique, permet à Guizot d'exploiter une bonne part, jadis négligée, mais en soi nullement négligeable, de son savoir et de son flair historique ainsi que de sa culture, sans parler du bénéfice qu'il tire désormais d'une véritable expérience politique. Il s'ensuit que, dans le récitatif élégamment monotone, s'élèvent de grands airs que l'historien module en songeant sans doute qu'ils composent son chant du cygne. C'est le moment où jamais de restituer au Moyen Âge plus d'une initiative intellectuelle inconsidérément attribuée à la Renaissance, de réhabiliter Villehardouin, Joinville, Froissart et Commines, d'honorer l'harmonie du Grand Siècle, qui fut celle de la nation et du roi², ou, au contraire, de prendre ses distances vis-à-vis de Voltaire, ce « représentant de la libre pensée railleuse et frondeuse, ignorante des besoins profonds

* Voir notes p. 248.

comme des suprêmes misères de l'âme humaine, qu'il emprisonnait dans les étroites limites de la terre et du temps³ », de Rousseau, « spiritualiste au fond de l'âme et nourri des Saintes Écritures », mais dont la foi fut « incomplète et inconséquente », ou de Turgot, réformateur malheureux, qui « commit l'erreur de croire à la puissance immédiate et suprême de la justice et de la raison⁴ ».

Mais des réflexions beaucoup plus suivies et significatives s'ajoutent à ces morceaux de bravoure ou aphorismes. Pas plus qu'Augustin Thierry — qui avait publié en 1820 l'*Histoire véritable de Jacques Bonhomme* et qui, en 1850, a largement développé ses thèses dans un *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du tiers état* —, l'ancien chef du gouvernement de la monarchie censitaire n'a abandonné l'hypothèse de la vocation bourgeoise de la France. Il en étend la vérification avec constance. Avec prudence aussi, comme toujours. L'histoire des communes médiévales retient ici, tout naturellement, son attention. Mais il résiste à la tentation, que Thierry n'aurait pas su surmonter, d'exagérer la gravité des conflits qui les opposèrent au pouvoir royal et à l'Église⁵. C'est de l'« oppression féodale », en effet, qu'elles eurent le plus à souffrir. Pas question, donc, d'imaginer une quelconque « révolution communale ». Ni non plus que le tiers état aurait manifesté, dès cette époque, son existence.

« Les communes apparaissent les premières dans l'histoire ; elles y apparaissent comme des faits locaux, isolés les uns des autres, [...] ne prenant et ne prétendant à prendre aucune place dans le gouvernement de l'État [...]. C'est sous ce caractère purement municipal et individuel qu'elles naissent, s'établissent et se développent du XI^e au XIV^e siècle ; au bout de deux siècles, elles entrent dans le déclin [...]. C'est précisément alors que le tiers état se manifeste et s'élève comme un fait général, un élément national, un pouvoir politique. Il est le successeur, non le contemporain des communes [...]. Il a persisté, il a grandi dans tout le cours de notre histoire ; et au bout de cinq siècles, en 1789, quand les communes étaient depuis longtemps tombées dans la langueur et l'insignifiance politique, [...] un homme, d'un esprit plus puissant que juste, l'abbé Sieyès, a pu dire : « Qu'est-ce que le tiers état ? Tout. — Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. — Que demande-t-il ? À être quelque chose »⁶. »

Aux yeux de Guizot, quelque cruels que soient les souvenirs qu'il conserve de la République — l'exécution de son père à Nîmes en avril 1794, la ruine de sa carrière politique en février 1848 — c'est bien de 1789 que date l'heureuse émancipation du tiers état.

« Depuis l'explosion et à travers toutes les vicissitudes, libérales ou illibérales, de la révolution de 1789, c'est un lieu commun

(réplique Guizot par avance) qu'il n'y a plus de classes dans la société française, mais seulement une nation de trente-sept millions de personnes [...]. La société française contient et ne cessera pas de contenir des situations sociales profondément diverses et inégales. [Mais] ce qui fait son bonheur et sa gloire, c'est que le privilège et l'immobilité ne s'attachent plus à cette diversité des conditions [...]. C'est que toutes les voies sont libres et à tous⁷. »

La liberté dont se réclame ce libéral a donc elle-même pour fondement, depuis la Révolution, l'égalité des chances, qui ne saurait se confondre, bien entendu, avec celle des « conditions ».

Telle est la perspective dans laquelle se développe l'*Histoire de France* que le patriarche du Val Richer conçoit pour ses petits-enfants. Mais, si elle fixe sans ambiguïté l'aboutissement du parcours, elle est loin d'en régler strictement les étapes et d'imposer à la pensée une démarche téléologique. L'analyse historique suit son cours naturel, avec toutes les préférences et les nuances qu'il lui plaît de marquer. Elle prend le temps d'opérer une réhabilitation de Louis XI qui, « par la défaite des grands vassaux, la faveur qu'il porta aux classes moyennes et l'emploi qu'il sut faire de cette nouvelle force sociale, contribua puissamment à la formation de la nation française et de son unité sous un gouvernement national ». Elle tempère l'approbation de la paix religieuse à laquelle se voua Henri IV en soulignant la durable réticence qu'opposent les Français de ce temps-là au principe de « la liberté de la pensée et de la foi garantie par la liberté politique⁸ ». Elle atteint un degré de plus dans la pénétration à mesure qu'approche la date fatidique de 1789, qui, pour les hommes de cette génération née avec la Révolution, représente décidément une coupure, même si leur idéologie et leur manière de penser l'histoire les incitent à relever plutôt les indices d'une continuité séculaire. Citant une lettre à M. de Constant dans laquelle Voltaire se demande comment la nation française « peut passer si aisément de l'opéra à la Saint-Barthélemy, être tantôt composée de singes qui dansent, et tantôt d'ours qui hurlent », Guizot commente : « Voltaire croyait encore assister à la comédie ; l'heure de la tragédie approchait. Lui et ses amis ébranlaient chaque jour les fondements de l'édifice ; depuis quatre-vingts ans les plus grands esprits et les plus nobles âmes travaillent à le relever sur des bases nouvelles et fortes ; l'œuvre n'est pas achevée, la révolution agite encore les profondeurs de notre société ; elle n'a pas retrouvé les seules assises sur lesquelles puissent se fonder la grandeur et l'ordre chez un peuple libre⁹. »

Quatre-vingts ans : la mesure d'une existence. La Révolution pèse de toute sa proximité sur l'*Histoire de France*. La Réforme, seule, y équilibre sa pression. Il va de soi que le protestant Guizot en est, tout naturellement, le témoin et le porte-parole. Mais il en est aussi

l'historien. C'est à Calvin qu'en 1822 il a consacré son premier ouvrage, une modeste biographie qu'il étoffera largement en 1873. Élu président d'honneur de la Société de l'histoire du protestantisme français, dès sa fondation en 1852, il a pris une part exceptionnellement active à ses travaux, tout en exerçant une influence de plus en plus marquée sur les assemblées et les débats internes de l'Église réformée, fort animés sous le second Empire. Il en est résulté, dans sa réflexion, un va-et-vient fécond entre le présent et le passé, l'expérience immédiate et la mémoire, qu'un Michelet, s'il le perçut, dut apprécier.

L'*Histoire de France* de Guizot bénéficie de ce contexte propice. La destinée de la « petite France protestante » (l'expression est de Michelet) s'y intègre encore mieux que dans l'*Histoire de France* de « M. Symbole ». Sans doute, depuis, aucun autre historien français n'a repris cette opération avec le même tact. Guizot conserve en effet l'avantage, sinon d'un savoir plus étendu, du moins d'une incomparable spontanéité. Nulle trace, chez lui, de l'incompréhension ou de l'indifférence qu'aura longtemps rencontrée, parmi les fils, même émancipés, de la « fille aînée de l'Église », le souvenir des tribulations de notre communauté huguenote. Mais nul parti pris hagiographique non plus, comme celui qui aveuglera parfois le libre penseur Michelet, ébloui par la découverte d'une démocratie religieuse, d'une sorte d'Église républicaine dans la France du xvi^e siècle, bien avant 1789. Dans la version de Guizot, les références à la Réforme, à son esprit ou à sa lettre, se présentent sans effort ni artifice, à point nommé, produisant un effet à peu près unique dans notre littérature historique nationale.

S'agit-il du grand réveil spirituel des xi^e et xii^e siècles, qui ne se limita point à la vie monastique ? C'est l'occasion, saisie au vol par le « religionnaire », de rappeler que l'Évangile tient perpétuellement à la disposition de la foi les instruments salutaires de l'examen de conscience et de la conversion renouvelée : « C'est le propre et le glorieux caractère du christianisme de ne pouvoir supporter longtemps, sans faire effort pour y résister, les vices qu'il n'a pu prévenir et de porter toujours en son sein le germe puissant de la régénération humaine¹⁰. » Dans le récit même de la Réforme, les situations, les événements, les mentalités, les caractères appellent des jugements où une complicité intuitive s'allie avec bonheur à la lucidité attendue de l'historien professionnel. Au temps de François I^{er}, observe Guizot...

« la France ne contenait pas, comme l'Allemagne, plusieurs États distincts, indépendants et assez forts, quoique très inégaux, pour offrir aux croyances diverses un asile assuré [...]. L'unité de la monarchie française était fondée et soumise, dans toute son

étendue, aux mêmes lois et au même maître, dans l'ordre religieux comme dans l'ordre politique. Il ne se trouva pourtant pas [...] un souverain assez audacieux et assez puissant pour satisfaire à sa passion personnelle en se brouillant, comme Henri VIII, avec le chef spirituel de la chrétienté et pour changer, dans le seul désir de changer de femme, le régime de l'Église dans son État [...]. La Réforme naissante ne rencontra donc, en France, ni l'une ni l'autre des deux grandes circonstances politiques qui, en Allemagne et en Angleterre, rendirent ses premiers pas plus faciles et plus sûrs. Ce fut au nom des seules croyances religieuses et par les seules forces morales qu'elle eut à soutenir les luttes où elle s'engagea¹¹ ».

De chapitre en chapitre se soutient l'attention portée à la spécificité du protestantisme français, crédité, pendant tout le premier temps de son essor, comme il le sera, à plus forte raison, dans l'ère de la persécution, d'un « caractère vraiment religieux et sincère » en raison de l'hostilité des « souverains » et des « pouvoirs publics¹² », qui décourage les opportunistes, les tièdes. Guizot, après Michelet, salue le premier synode national de 1559. Mais il attribue encore plus nettement à Calvin la paternité du régime presbytérien, qui fit « disparaître la séparation du clergé et des fidèles », « régime d'origine et de caractère évangélique, républicain dans quelques-unes de ses maximes et de ses institutions, point étranger au principe d'autorité ». Le réformateur français, exilé à Genève, non seulement en 1534 par la volonté du roi, mais pendant des siècles par l'ingratitude de ses compatriotes, doit donc occuper enfin dans la mémoire nationale la place qui lui revient de droit depuis l'*Institution chrétienne*, dont la réputation eût éclipsé, dans une France ralliée à la Réforme, le *Discours de la méthode* de Descartes. « Ce fut un réfugié français, rappelle donc l'historien avec quelque solennité, qui fonda, dans une ville étrangère, et légua ce régime à la Réforme française et aux nombreuses sociétés chrétiennes qui s'empressèrent de l'adopter. C'est à ce titre que Calvin prend place dans l'histoire de France¹³. »

Mais Guizot ne serait pas un vrai calviniste s'il traitait ses coreligionnaires avec une excessive indulgence. De fait, il ne les ménage nullement quand il relate les guerres de religion, où ils ne se montrèrent « pas plus patients ni plus humains » que les papistes. Dans l'épreuve, il évite de les soutenir sur le mode pathétique. Il admet, à propos de la Saint-Barthélemy, que le massacre était « une idée, une habitude, [...] presque une pratique familière à ce siècle et qui n'excitait ni la surprise ni l'horreur qui s'y attachent de nos jours¹⁴ ». De même, il se garde bien de renchéir sur l'enthousiasme qu'a pu éveiller chez un Michelet la révolte des Camisards. Il se contente d'analyser le phénomène religieux dont elle témoigne et de

dégager ce qu'elle offre d'exceptionnel dans l'histoire de la Réforme en France.

« Ce fut l'étrange et dangereux effort d'une population ignorante et sauvage, exaltée par la persécution, qui se crut appelée par l'Esprit de Dieu à conquérir, les armes à la main, la liberté de sa foi, sous la conduite de deux pâtres et prophètes. Seuls, les caméroniens écossais présentèrent le même mélange d'ardeur guerrière et d'exaltation pieuse, plus sombre et plus farouche chez les hommes du Nord, plus poétique et prophétique chez les Cévenols, découlant en Écosse comme en Languedoc de l'oppression religieuse et de la constante lecture des livres saints¹⁵. »

En dehors des temps forts de l'implantation, de l'installation, de la contestation et de la résistance, où elle occupe le devant de la scène, la présence discrète du protestantisme permet d'évaluer à tout moment le degré d'ouverture, de tolérance et, en fin de compte, de cohésion et de santé que la monarchie de droit divin se montre capable d'atteindre pendant les deux derniers siècles de son ère. Louis XIV, malgré tout ce qu'il lui doit, engage ce régime sur la voie d'une fatale régression, quand il réinvente le « crime d'assemblée ». « C'était le langage des empereurs romains, observe Guizot. Dix-sept siècles de christianisme n'avaient pas suffi aux hommes pour comprendre les droits sacrés de la conscience¹⁶. » Au Régent il sera beaucoup pardonné pour avoir tenté de réagir. « Un instant, les protestants crurent profiter de la clémence qui semblait inaugurer le nouveau règne [...]. Le Régent pensait à leur rendre justice, à rétablir l'édit de Nantes et à rouvrir aux exilés les portes de leur patrie; ses conseillers l'en détournèrent. » Mais ni Louis XV ni Louis XVI n'ont le courage d'annuler le regrettable édit de 1724, qui « repose sur une contradiction absolue : les législateurs n'admettaient plus l'existence des réformés dans le royaume, et cependant tout l'attirail des plus redoutables châtimens était dirigé contre cette Église protestante qu'on disait morte¹⁷ ». Il est vrai que cet « attirail » répressif demeure le plus souvent sans emploi. Mais il suffit d'un sursaut local de fanatisme, comme dans l'affaire Calas ou celle du chevalier de La Barre, pour que se manifeste la fragilité de la tolérance officielle ou de mise dans les salons éclairés. L'édit de tolérance de 1787, à l'instar de bien d'autres tentatives de réformes, survient trop tard : l'*Histoire de France* ne le mentionne même pas expressément !

En fin de compte, le protestantisme persécuté, réintégré par la Constitution de 1791 dans la « nation », va survivre à ses persécuteurs. Guizot ne manque pas de s'interroger sur les causes de sa longévité dans l'un des pays d'Europe où il aura été le plus sévèrement combattu. L'occasion d'une réponse décisive lui est

fournie par le parallèle qui s'impose entre la destinée de la Réforme et celle du jansénisme en France.

« Le jansénisme (*lit-on dans l'un des chapitres réservés au règne de Louis XIII*) avait voulu immoler à Dieu l'homme pécheur, et se représentait la sainteté comme le sacrifice complet de la nature humaine corrompue dans ses derniers replis. La conscience humaine ne pouvait accepter ce joug sanglant; sa liberté se révoltait contre une si étroite prison. Avec une doctrine aussi austère que celle de M. de Saint-Cyran, plus vraie et plus simple dans son application pratique, la réforme protestante offrait aux âmes fortes la satisfaction des rapports directs et personnels des hommes avec Dieu; elle sut les satisfaire sans les écraser. Voilà pourquoi le pouvoir royal parvint à étouffer en France le jansénisme, sans y avoir jamais pu détruire la foi protestante¹⁸. »

La théologie, dans ce jugement, prédomine. Mais c'est pour que s'éclaire un phénomène historique. Ailleurs, le plus souvent, il suffit à Guizot de se fier à sa mémoire protestante, sans même y songer, pour proposer une interprétation nouvelle et plus convaincante de l'histoire de France. C'est ce qui se produit tout spécialement à propos de la politique étrangère de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. Élevé lui-même à Genève, Guizot connaît intimement ce monde du Refuge où, depuis l'édit de Nantes, tant de familles huguenotes se sont dispersées, sinon disloquées, au gré des alliances étrangères, des carrières militaires ou civiles. L'Europe, devenue la patrie des siens, reste la sienne. À tout moment il en restitue la réelle contexture en cessant de privilégier la perspective française. Grâce à lui, l'Europe du XVII^e siècle cesse de graviter, comme dans notre mythologie, autour du Roi-Soleil. Non seulement chaque nation recouvre son autonomie effective, mais de très loin et de toute part se met en place la coalition que les ambitions agressives de Louis XIV rendent inévitable. Ici l'*Histoire de France* bénéficie notamment de l'expérience acquise avec l'*Histoire de la Révolution d'Angleterre*, dont le dernier des six tomes avait paru en 1856. Mais la supériorité de Guizot éclate surtout dans la compréhension qu'il a du génie des Pays-Bas. Les frères De Witt sont ses prochains. Il situe Jean dans une fière lignée d'hommes de gouvernement typiquement protestants, entre Coligny et Washington¹⁹. Et il lui est aisé d'égaliser, pour le moins, au roi de France le grand Guillaume d'Orange, « sauveur de la Hollande à vingt-deux ans, dans la guerre contre Louis XIV, protecteur des libertés de l'Angleterre contre la tyrannie de Jacques II, défenseur de l'indépendance des États européens contre l'ambition effrénée du roi de France, chef de l'Europe par le propre et libre ascendant de son génie²⁰ ». C'est bien l'historien de la

« civilisation en Europe » qui a repris du service pour expliquer à ses petits-enfants le passé et le présent de sa propre patrie.

*

Devant l'ampleur de la fresque qu'il déploie, on peut déplorer, ou du moins s'étonner que Guizot, dans la première phase de sa production historique, avant 1830, n'ait pas visé plus loin et avancé plus vite. Mais il serait absurde de s'en tenir à cette impression immédiate. Ni les intentions ni les conclusions de l'*Histoire de la civilisation en France*, précédée elle-même des *Essais sur l'histoire de France*, ne dévaluent le moins du monde le parti pris de ne guère conduire le lecteur au-delà du XIII^e siècle. S'il est, en effet, normal d'aborder l'histoire de la civilisation française par le commencement, à l'époque où Guizot débute il était indispensable de s'y attarder. Avec la Restauration le problème des origines reparait et, à travers lui, celui de la légitimité de la monarchie française. L'exécution de Louis XVI l'a réglé en fait, mais non en droit ni encore moins à la satisfaction de la curiosité historique. Guizot, monarchiste réfléchi, entend soustraire le problème qui resurgit aux controverses politiques qui l'avaient compliqué, sans le résoudre, avant la Révolution. Dans les *Essais sur l'histoire de France*, il renvoie dos à dos Boulainvilliers, qui « a fait un livre pour prouver que la noblesse française, fille de la nation franque, a été jadis seule libre, indépendante des rois comme maîtresse de la population » et l'abbé Dubos, qui « vient soutenir la légitimité primitive et la plénitude du pouvoir royal tel que Louis XV le possède », en arguant que « la nation franque n'a point conquis les Gaules », mais que « ses rois ont hérité, sur l'invitation du peuple gaulois, de l'autorité comme du territoire des empereurs romains ». La position nuancée de Montesquieu, qui ne se laisse pas « dominer par de si mesquines préventions », l'intéresse ; mais il regrette d'y déceler « pour la noblesse et l'autorité royale à la fois une certaine tendresse » dont l'auteur de *L'Esprit des lois* « demeure préoccupé ». C'est de Mably qu'il se juge le plus proche, et de sa volonté de mettre en valeur « une nouvelle puissance, celle de la masse des citoyens, du peuple²¹ ». Cependant, tout en rééditant les *Observations sur l'histoire de France* (1765) — dont il fait de ses propres *Essais* le simple complément —, il tient à distance son devancier.

En fait, il se sent à bon droit séparé de tous ses prédécesseurs, sans exception, par l'autorité que lui confèrent l'exploration des archives et la publication, entreprise à son initiative, des trente volumes de la « Collection des mémoires relatifs à l'histoire de France ». Il s'est ainsi profondément enraciné dans ce Moyen Âge que recrée, dans le même temps, à la fin de l'Empire et pendant la Restauration, l'imagination des artistes. De ce dernier phénomène, dont il est

parfaitement informé, Guizot donne une analyse magistrale dans la leçon inaugurale de son cours de 1830, que reproduit, avec toutes les autres, l'*Histoire de la civilisation en France*. Elle semble méconnue des historiens de la naissance du romantisme français et du genre troubadour, qui ne jurent, obnubilés par l'hommage de Thierry à Chateaubriand, que par le sixième livre des *Martyrs* : « Pharamond ! Pharamond ! nous avons combattu avec l'épée... » Guizot commence par prendre acte d'un engouement dont, quelques années plus tard, l'iconoclaste Théophile Gautier se moquera dans la préface de *Mademoiselle de Maupin* (1835).

« Évidemment, l'imagination se plaît aujourd'hui à se reporter vers cette époque. Ses traditions, ses mœurs, ses aventures, ses monuments ont pour le public un attrait qu'on ne saurait méconnaître. On peut interroger à ce sujet les lettres et les arts ; on peut ouvrir les histoires, les romans, les poésies de notre temps ; on peut entrer chez les marchands de meubles, de curiosités ; partout on verra le Moyen Âge exploité, reproduit, occupant la pensée, amusant le goût de cette portion du public qui a du temps à donner à ses besoins ou à ses plaisirs intellectuels²². »

Devant ce mouvement général, l'historien s'incline d'autant plus volontiers qu'il y participe à sa manière et y consent. Mais c'est pour relever aussitôt un paradoxe : la persistance, dans l'opinion française, d'une vive prévention politique à l'égard de ce même Moyen Âge, considéré depuis Voltaire et l'*Essai sur les mœurs* comme un âge de despotisme arriéré. La mode « moyenâgeuse » combat superficiellement cette erreur. Elle se borne à en prendre le contre-pied, non sans verser dans l'excès inverse. Le moment est venu de porter sur l'accusé un « jugement complet et libre ». Il faut rouvrir le procès du Moyen Âge et réexaminer plus précisément le grief le plus commun. Il vise la féodalité, à ses yeux responsable à la veille de la Révolution, et plus encore pendant la tourmente, de toutes les injustices.

La décision de rétablir ou plutôt d'établir pour la première fois la vérité du Moyen Âge s'appuie, chez Guizot, sur une conviction et une stratégie. La conviction, c'est que « le berceau des sociétés et des mœurs modernes » se situe bien dans cette époque incomprise. La stratégie, dont l'inspiration romantique surprendra quelques trop graves héritiers de Guizot, consiste à inventer, en ressuscitant la « civilisation française » du Moyen Âge, le « bon usage » de l'élan spontané qui porte vers elle, aveuglément, l'imagination des Français de 1830. Il est possible et il sera bon de leur proposer une représentation mobilisatrice de leur lointain passé, de leurs origines, qui leur tienne lieu d'éducation civique, au moment où ils font

l'apprentissage d'institutions nouvelles, auxquelles manque la patine de la tradition.

« On s'est plaint avec raison (*rappelle l'historien sur le point de devenir ministre*) que notre histoire ne fût point nationale, que nous manquassions de souvenirs, de traditions populaires. Faut-il regretter que le passé redevienne quelque chose pour nous, que nous y reprenions quelque intérêt ? Ce serait, sous le point de vue politique, et dans un but tout positif, un précieux avantage. La puissance des souvenirs est grande pour enraciner et féconder leurs institutions... Quoi de plus utile que de leur faire aussi pousser des racines dans le passé²³ ? »

Quoi qu'on pense de l'idéologie dont il se réclame, il convient de juger le projet de Guizot sur son exécution. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle force encore le respect un siècle et demi après *l'Histoire de la civilisation en France*, même si l'ouvrage est loin d'avoir atteint le terme chronologique, 1789, que l'auteur lui avait imprudemment assigné avant de se consacrer lui-même au gouvernement du pays. On parle aujourd'hui d'une histoire de la « longue durée ». Guizot médiéviste la pratique d'instinct, sans en bâtir la théorie. Pas question pour lui, au moment d'embrasser une période qui s'étend de la chute de l'Empire romain jusqu'à la fin du XIII^e siècle, de s'en tenir au détail de la chronologie. Il le suppose connu du lecteur ou n'en donne que des tableaux simplifiés, comme celui qui s'étend du V^e au X^e siècle, à la fin du troisième tome, ou conçus dans une perspective précise, telle que le « démembrement de l'Empire de Charlemagne vers la fin du IX^e siècle ». En fait, la « civilisation », définie comme « le développement de l'état social et [...] de l'état intellectuel²⁴ », ne relève pas, à ses yeux, de l'histoire des événements. Aucun ne saurait y opérer sans appel une coupure, y marquer l'apparition irréversible d'un nouvel « état social et intellectuel ». Guizot se montre particulièrement sensible aux effets d'inertie qui compliquent, en la ralentissant et même en la dérégulant, la non moins évidente évolution d'une nation encore mal assurée d'une « civilisation » propre. Ainsi, après la mort de Charlemagne et le partage de son empire, « pendant que la féodalité se formait, la royauté subsistait toujours²⁵ », si bien que Hugues Capet se fit reconnaître par ses propres vassaux.

Cependant, le spectacle des contingences du vécu historique ne détourne pas Guizot de son parti pris : subordonner la genèse à la structure de la « civilisation française ». Il s'agit de discerner par l'analyse les éléments majeurs qui entrent dans les combinaisons successives composant l'histoire de notre haut Moyen Âge, puis de caractériser ainsi la formule de chacune d'elles. La trentième et dernière leçon du cours de 1829 présente clairement cette démarche

méthodologique : « Essayons, Messieurs, de déterminer quel avait été le point de départ de la civilisation en Gaule au v^e siècle et à quel point elle était arrivée à la fin du x^e. Vous savez que les éléments fondamentaux, essentiels, de la civilisation moderne en général et en particulier de la civilisation française se réduisent à trois : le monde romain, le monde chrétien et le monde germanique ; l'Antiquité, le christianisme et la barbarie. Voyons quelles transformations subissent, du v^e au x^e siècle, ces trois éléments, ce qu'ils étaient devenus à cette dernière époque, ce qui en restait dans la civilisation d'alors. » Au vu de ces « transformations », l'historien considère que, pendant la période qu'il embrasse, « il n'y eut aucun système, aucun fait qui devint fixe, qui prit possession stable, générale, régulière, de la société ou des esprits [...]. C'est seulement à la fin du x^e siècle que la fermentation a cessé, que l'amalgame a été à peu près accompli, qu'a commencé le développement de l'ordre nouveau, de la société vraiment moderne²⁶ ».

Telle est la conclusion du cours de 1829. Elle met en évidence à la fois le mérite et la limite de l'œuvre. Le mérite, l'originalité de Guizot, historien du Moyen Âge, c'est d'avoir démontré avec le même zèle scrupuleux la cohérence et l'instabilité des « systèmes » à travers lesquels s'est constituée la « civilisation en France ». On songe ici, sans perdre de vue le risque de l'anachronisme, à l'« archéologie du savoir » de Michel Foucault et aux coupes qu'elle opère dans ce qu'on pourrait appeler aussi l'histoire de la « civilisation » moderne, de manière à isoler des « systèmes de simultanéité²⁷ ». Ils ne sont pas sans rappeler ceux de Guizot, qui emploie le même terme, bien qu'ils coordonnent, dans sa vision, des éléments infiniment plus nombreux et moins stables. Mais comment ne pas regretter, d'autre part, comme on le ferait si Michel Foucault n'avait pas donné de suite à son essai *Les Mots et les Choses*, que Guizot interrompe prématurément son étude au moment précis où il aborde, une fois l'« amalgame » (des « éléments fondamentaux ») accompli, le « développement de la société vraiment moderne » ?

À ce regret pourrait bien s'ajouter un reproche, concernant la présentation des « systèmes » dans l'*Histoire de la civilisation en France*. Guizot le prévient, en quelque sorte, à défaut de s'en tenir vraiment quitte, dans la première de ses leçons, où il traite de la « grande question [...] des deux méthodes, l'analyse et la synthèse ». Il estime, non sans raison (car il a toujours raison), que « celle-ci est la méthode primitive, la méthode de création », tandis que « l'autre est la méthode de seconde date, la méthode scientifique ». En tant qu'historien, c'est donc par principe l'« analyse » qu'il pratique, et non pas la synthèse qui, « au lieu d'arriver à la création véritable, au lieu de trouver les faits tels qu'ils se produisent réellement, n'enfanterait que des chimères sans valeur ». Cependant, il est trop intelligent, trop honnête et trop juvénile pour ne pas convenir que si

« la science, en procédant du dehors au dedans, selon la méthode qui lui est propre, oubliait que ce n'est point là la méthode primitive et féconde, elle pourrait arriver à s'éblouir elle-même, à se prendre, en quelque sorte, pour la réalité, et à n'être bientôt plus qu'une combinaison d'apparences et de termes, aussi vaine, aussi trompeuse que les hypothèses et les déductions de la méthode contraire²⁸ ».

Il n'est pas certain que Guizot écarte toujours le risque qu'il définit si bien, dans la combinatoire à laquelle il se livre. Cette construction intellectuelle impeccable, sans aller jusqu'à « s'éblouir elle-même », tend à l'artifice, en dehors des innombrables exceptions où, comme dans l'étude de la vie des ordres religieux, l'impression prévaut, chez le lecteur, de « trouver les faits tels qu'ils se produisent réellement²⁹ ». Mais c'est aussi un fait, précisément, et qui inquiète un peu, que le rappel des faits ne semble indispensable à l'historien qu'à propos du règne de Charlemagne. Le plus souvent, il s'abstient de la vivante synthèse qui réactualiserait le mélange, historiquement accompli, des « éléments » séparés les uns des autres par l'analyse. Il se contente d'énoncer la formule quasi chimique du mélange, alors que la procédure de la chimie exigerait que soit tentée bel et bien la « réaction » synthétique. Un Michelet oserait ici mettre en œuvre la « violente chimie morale » qui s'impose et qui aboutit, selon lui, à une « résurrection intégrale du passé ».

Guizot, à vrai dire, conçoit l'opportunité d'une pareille audace, qu'il recommande même à ses étudiants en leur déconseillant l'austère *Histoire du droit romain dans le Moyen Âge* de Savigny. C'est le langage de la biologie qu'il emploie en l'occurrence, et avec bonheur.

« Ni l'anatomie, ni la physiologie historique ne sont l'histoire complète, véritable. Vous avez énuméré les faits; vous savez suivant quelles lois générales et intérieures ils se sont produits. Connaissez-vous aussi leur physionomie extérieure et vivante? [...] Assistez-vous au spectacle de la destinée et de l'activité humaine? Il le faut absolument, car ces faits qui sont morts, ont vécu, ce passé a été le présent; s'il ne l'est pas redevenu pour vous, si les morts ne sont pas ressuscités, vous ne les connaissez pas, vous ne savez pas l'histoire³⁰. »

*

On tenterait à Guizot un procès absurde en le soupçonnant de n'avoir pas *su* l'histoire! Mais l'historien de la « civilisation » en France n'aurait pas formulé lui-même aussi sévèrement ce chef

d'accusation s'il ne s'était senti coupable d'un manque de confiance dans la « synthèse » que l'art et la vie opèrent également. Par timidité, par honnêteté, sinon par manque d'imagination, il s'est exposé aux réserves d'une critique intelligemment maligne, comme celle de Sainte-Beuve qui écrit à son sujet, en 1850 : « L'histoire, ainsi vue à distance, subit une singulière métamorphose et produit une illusion, la pire de toutes, celle qu'on la croie raisonnable. » Il ajoute, en associant la manière de penser de Guizot au discours de la monarchie bourgeoise qu'il servit : « Cette faculté merveilleuse d'autorité et de sérénité (pour prendre un mot qu'il affectionne), cet art souverain de conférer aux choses une apparente simplicité, une évidence décevante, et qui n'était que dans l'idée, a été l'une des principales causes de l'illusion qui a perdu le dernier régime³¹. »

Historien de la France, avant et après l'avoir gouvernée, Guizot n'a peut-être pas donné dans le premier de ses rôles, qui fut aussi le dernier, toute sa mesure. Il s'en dessaisit, à quarante-trois ans, alors qu'il y excelle et que, conscient de ses insuffisances, il n'ignore pas comment il pourrait les réparer. Il le reprend à un âge où il n'est plus question de renouer exactement avec le projet et la manière de faire d'autrefois. D'où, chez le lecteur exigeant, un certain sentiment d'insatisfaction. Mais quelle plénitude se découvre, au contraire, si l'on considère, dans sa totalité, la carrière de ce personnage d'exception qui s'ingénia non seulement à écrire, mais à faire l'histoire de son pays !

NOTES

1. *Histoire de France depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789 racontée à mes petits-enfants*, 5 vol., Paris, 1877-1880, deuxième leçon, t. I, p. 42.
2. *Ibid.*, t. III, p. 128, 139; t. IV, p. 438.
3. *Ibid.*, t. V, p. 266.
4. *Ibid.*, p. 287, 319.
5. *Ibid.*, t. II, p. 9.
6. *Ibid.*, p. 2.
7. *Ibid.*, p. 42-43.
8. *Ibid.*, p. 443; t. III, p. 479.
9. *Ibid.*, t. V, p. 260.
10. *Ibid.*, t. I, p. 470.
11. *Ibid.*, t. III, p. 166.
12. *Ibid.*, p. 250.
13. *Ibid.*, p. 212.
14. *Ibid.*, p. 295, 332.
15. *Ibid.*, t. IV, p. 411.
16. *Ibid.*, p. 483.
17. *Ibid.*, t. V, p. 7-8, 64.
18. *Ibid.*, t. IV, p. 88.
19. *Ibid.*, p. 281.
20. *Ibid.*, p. 331.
21. *Essais sur l'histoire de France*, Paris, 1823, p. 346-348.

22. *Cours d'histoire moderne. Histoire de la civilisation en France*, IV, 15.
23. *Histoire de la civilisation en France depuis la chute de l'Empire romain jusqu'en 1789*, 4 vol., Paris, 1829-1830, t. IV, p. 15, 24, 27-28.
24. *Ibid.*, t. I, p. 8.
25. *Essais sur l'histoire de France*, t. III, 84.
26. *Histoire de la civilisation en France, op. cit.*, t. III, p. 186, 204-205.
27. *Les Mots et les Choses*, Paris, 1966, préface, p. 14.
28. *Histoire de la civilisation en France, op. cit.*, t. I, p. 43-44.
29. *Ibid.*, t. II, p. 267-268.
30. *Ibid.*, t. I, p. 392.
31. *Causeries du lundi*, 5^e éd., Paris, s. d., t. I, p. 316-317, 324.